

La droite politique brésilienne au 21^e siècle : analyse de l'influence des partis conservateurs sur l'issue des présidentielles du Brésil de 2010 et de 2014

Philip Aaron Bowes

Résumé

Fin octobre 2014, Dilma Rousseff, du Parti des travailleurs (PT/ gauche modérée), est réélue à la présidence du Brésil. Au terme de ce quatrième mandat, le PT aura donc été au pouvoir depuis seize ans. Quand on se pose la question de qui a le potentiel de « briser » cette domination, on constate que les partis de droite ne l'ont certainement pas: les résultats électoraux des présidentielles depuis au moins 2006 indiquent que les partis conservateurs sont plutôt absents lors de celles-ci. À l'aide de l'élection présidentielle de 2010, cette chronique explique pourquoi les partis de droite du Brésil sont si faibles quand vient le temps d'élire le ou la chef d'État. À première vue, on pense à la dictature militaire qui a discrédité les partis de droite, mais y a-t-il aussi des facteurs explicatifs pour la faiblesse des partis conservateurs qui seraient à rechercher auprès des partis de gauche?

Mots-clés: élections 2010; Brésil; partis conservateurs; partis de droite; partis de gauche; dictature militaire; identification partisane

Abstract

Dilma Rousseff (Workers' Party/ PT) was reelected as Brazil's president in October 2014. At the end of what is now her second term, the PT will have been in power for sixteen years. The question that arises in this context is what other political parties have the potential to challenge the PT's dominating position. As far as Brazil's right-wing parties are concerned, they certainly do not: the conservative parties' scores since at least 2006 imply that they are rather absent in presidential elections. By analyzing the presidential election of 2010, this article explains why Brazil's right-wing parties are of such little influence when the time comes to elect the head of state. To suppose that military dictatorship has discredited and consequently weakened them seems obvious, but could there also be influencing factors from the left-wing parties that cause the right-wing parties' weakness?

Key words: 2010 elections; Brazil; conservative parties; right-wing parties; left-wing parties; military dictatorship; partisan identification

Introduction

Les partis politiques de droite ont une réputation toute particulière en Amérique latine. Souvent liés aux dictatures cruelles dans différents pays du continent, leur réputation est plutôt mauvaise dans bien des cas. Il s'agit là d'une règle générale qui connaît des exceptions, comme le Parti unité sociale-chrétienne du Costa Rica ou le Parti conservateur colombien, par exemple, qui s'inscrivent dans une longue tradition démocratique. Quant au Brésil, il est difficile de repérer du premier coup le statut des partis conservateurs de nos jours, étant donné qu'ils sont peu visibles, notamment lors des élections présidentielles.

Tel est aussi le cas pour l'élection présidentielle de 2010 qui sera analysé en profondeur dans le cadre de cette chronique. Néanmoins, la présente chronique permet d'identifier des tendances qui sont aussi observables pendant la présidentielle de 2014. Lors du premier tour, le 5 octobre, l'actuelle présidente Dilma Rousseff, en poste depuis le 1^{er} janvier 2011, et son adversaire du Parti de la social-démocratie brésilienne (PSDB/ centre-gauche), le sénateur Aécio Neves, arrivent premier et deuxième, avec 41,6 % et 33,5 % des votes respectivement. La troisième candidate d'envergure est l'écologiste Marina Silva du Parti socialiste brésilien (PSB/ gauche modérée) qui obtient un score de 21,3 %¹.

Le deuxième tour de la présidentielle de 2014 a eu lieu le 26 octobre. Ce jour-là, Dilma Rousseff se fait réélire avec 51,6 % des votes. Aécio Neves, qui obtient 48,4 % des voix, est ainsi vaincu². Étant donné que Neves est de centre-gauche et Rousseff de la gauche modérée, on peut constater que les électeurs brésiliens n'ont pas un choix gauche-droite, comme c'est habituellement le cas dans une élection présidentielle à deux tours. Comment s'explique l'absence des partis de droite, non seulement lors du deuxième tour, mais aussi lors du premier? Pour répondre à cette question, nous donnerons d'abord un court aperçu de la présidentielle de 2010, essentiellement pour mettre en relief l'absence des partis de droite dans le cadre de celle-ci. Ensuite, nous présenterons brièvement les principaux partis conservateurs du Brésil, ce qui facilitera

la compréhension de la dernière partie qui est l'examen de quatre facteurs explicatifs pour la faible performance des partis conservateurs brésiliens lors d'élections présidentielles.

L'élection présidentielle de 2010

Le premier tour de la présidentielle de 2010 a lieu le 3 octobre 2010. Ce jour-là, 135 804 433 Brésiliens sont appelés aux urnes, dont 88,81 % vont voter (le taux de participation élevé s'expliquant par le vote obligatoire)³. Dilma Rousseff du PT obtient 46,90 % des voix. Elle rate donc la majorité absolue au premier tour et doit affronter José Serra (PSDB) dans un deuxième tour le 31 octobre 2010. Serra obtient un score de 32,61 % lors du premier tour, mais ce n'est pas ce score-là qui cause le ballottage. C'est plutôt celui de Marina Silva qui, en 2010, se présente pour le Parti vert (PV/ centre): son résultat est de 19,33 %, soit 6 % de plus que prévu dans les sondages⁴. D'une part, Rousseff prône la continuité, profitant du climat électoral favorable au parti sortant. De l'autre, les électeurs du PV se sentent traditionnellement plus proches du PT⁵, de sorte que Rousseff est élue au deuxième tour avec 56,05 % des voix⁶.

La faiblesse des partis de droite: un phénomène manifeste

En regardant les affiliations politiques de Rousseff, Serra (candidat du PSDB en 2010), Neves (candidat du PSDB en 2014) et Silva (candidate du PV en 2010 et du PSB en 2014), on constate qu'il s'agit entièrement de partis de gauche. La performance des partis conservateurs brésiliens est donc particulièrement faible lors des élections présidentielles. Comment s'explique cette faiblesse?

Selon Mires, les partis conservateurs (ou les droites) en Amérique latine sont principalement des «

¹ PERSPECTIVE MONDE. *Exécutif: Élection du 5 octobre 2014*, 2014, <http://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMElection?codePays=BRA&dateElection=BRA2014105&codeInstitution=3>, (page consultée le 4 novembre 2014).

² Alonso SOTO et Brian WINTER. *Leftist Rousseff narrowly wins second term in Brazil*, Reuters, le 26 octobre 2014, <http://www.reuters.com/article/2014/10/26/us-brazil-election-idUSKCN0IE03L20141026>, (page consultée le 4 novembre 2014).

³ LATINREPORTERS.COM. *Brésil-présidentielle: second tour Dilma Rousseff/ José Serra le 31 octobre*, le 4 octobre 2010, <http://www.latinreporters.com/bresilpol04102010at.html>, (page consultée le 1^{er} avril 2014).

⁴ *Loc. cit.*

⁵ Frédérique MISSLIN. *Brésil: les écologistes, arbitres du second tour de la présidentielle*, Radio France Internationale, le 4 octobre 2010, <http://www.rfi.fr/ameriques/20101004-bresil-ecologistes-arbitres-second-tour-presidentielle/>, (page consultée le 1^{er} avril 2014).

⁶ THE ECONOMIST. *Brazil's presidential elections: Dillma's day*, le 1^{er} novembre 2010, http://www.economist.com/blogs/dailychart/2010/11/brazils_presidential_elections, (page consultée le 1^{er} avril 2014).

droites économiques⁷ », leurs élus étant « majoritairement des chefs de grandes entreprises, ou bien ils appartiennent à des familles de magnats ou d'entrepreneurs⁸ ». En outre, ces droites sont des droites modernes, c'est-à-dire qu'elles ont elles-mêmes initié des « projets de modernisation capitaliste⁹ ». Les Démocrates (DEM/ centre-droit) du Brésil sont un bon exemple: parmi leurs membres influents se trouvent des figures comme l'homme d'affaires Jorge Bornhausen et l'économiste Cesar Maia.

La littérature scientifique identifie traditionnellement trois raisons pour la faible influence de la droite politique du Brésil au 21^e siècle lors des élections présidentielles: d'une part, la faiblesse des partis conservateurs s'explique par leur refus de briser le silence sur la dictature militaire. De l'autre, on peut constater une absence d'identification partisane avec les partis de droite. D'ailleurs, l'identification partisane désigne, selon Campbell et al., « le sentiment de proximité et d'attachement durable vis-à-vis d'un parti ainsi que la façon dont il fournit aux individus des repères dans l'espace politique¹⁰ ».

Enfin, il y a la popularité persistante de Luiz Inácio Lula da Silva (président du Brésil de 2003 à 2011) qui attire l'électorat brésilien plus qu'un contenu idéologique, qu'il soit de droite ou de gauche. A ces trois facteurs s'ajoute un quatrième, soit que la gauche brésilienne assume en partie des politiques conservatrices et enlève ainsi des votes aux partis de droite. Ce quatrième facteur est moins appuyé par contre, vu qu'il ne figure pas encore dans la documentation scientifique. Il s'agit de vérifier à quel point ces quatre facteurs s'appliquent à la présidentielle de 2010.

Portrait de la droite politique brésilienne au 21^e siècle

Le Parti progressiste (PP)

Avant d'examiner les quatre facteurs, il convient de présenter les deux principaux partis conservateurs au Brésil qui sont le Parti progressiste (PP/ centre-droit) et

les Démocrates (DEM)¹¹. Tous les deux dérivent du parti de gouvernement pendant la dictature militaire, l'Alliance rénovatrice nationale (ARENA). Dans le cadre de la transition démocratique au Brésil, l'ARENA se renomme Parti démocratique social (PDS) en 1980. En 1993, le PDS fusionne avec le Parti démocrate-chrétien pour former le PP¹². Le personnage central du PP est Paulo Maluf, qui est député du PP à la Chambre des députés du Brésil depuis 1993¹³. Maluf est un des politiciens les plus puissants au Brésil depuis une quarantaine d'années: étant proche de la junte militaire, celui-ci accède au pouvoir rapidement à la fin des années 1960. A partir de là, il sert comme maire de la ville et gouverneur de l'état de São Paulo à plusieurs reprises¹⁴. C'est aussi à partir de cette période que Maluf devient une « icône du clientélisme, de la corruption et de l'art de survivre aux poursuites judiciaires¹⁵ ».

Les Démocrates (DEM)

Maluf peut donc être considéré comme un homme politique controversé. Quand il se présente à l'élection présidentielle de 1985 comme candidat du PDS, « des factions libérales¹⁶ » de cette formation se séparent et fondent le Parti du front libéral (PFL/ centre-droit). Le PFL change son nom pour « Les Démocrates » en février 2007. Cette refondation s'explique par une série d'actes de corruption et de fraude de la part des membres du PFL,

¹¹ AFFAIRES ETRANGERES ET COMMERCE INTERNATIONAL CANADA. *Centre d'apprentissage interculturel: Faits sur le Brésil*, le 19 décembre 2011, <http://www.international.gc.ca/cfsi-icse/cil-cai/magazine/v05n03/3-1-fra.asp>, (page consultée le 5 avril 2014).

¹² Robert TANANIA. *Transition in Brasilien: Eine Analyse des politischen Systemwechsels*, Munich, Grin Verlag 2013, p. 76.

¹³ KONRAD-ADENAUER-STIFTUNG. *Parteienkatalog Brasilien 2012: Überblick über das brasilianische Wahl- und Parteiensystem im Jahr der Kommunalwahlen*, 2012, http://www.kas.de/wf/doc/kas_31631-1522-1-30.pdf?120905171104, (page consultée le 1^{er} avril 2014).

¹⁴ Helen PIDD et Jonathan WATTS. *Brazilian businessman hid taxpayers' millions in Jersey bank account: Former São Paulo mayor Paulo Maluf took bribes while commissioning public construction works, St Helier court rules*, The Guardian, le 16 novembre 2012, <http://www.theguardian.com/world/2012/nov/16/brazil-mayor-millions-taxpayers-jersey>, (page consultée le 5 avril 2014).

¹⁵ Matheus PICHONELLI. *Droite, le Retour*, Traduction par R. Guilloux, Carta Capital, le 4 avril 2014, <http://www.autresbresils.net/articles/article/droite-le-retour>, (page consultée le 5 avril 2014).

¹⁶ INSTITUT D'ETUDES POLITIQUES DE GRENOBLE. *Fiche Parti Politique: Democratas: A Força das Novas Idéias*, novembre 2008, http://www.sciencespo.fr/opalc/sites/sciencespo.fr/opalc/files/Fiche_DEM.pdf, (page consultée le 1^{er} avril 2014).

⁷ Fernando MIRES. « L'Amérique latine en tendances », *Outre-Terre*, vol. 18, no 1, 2007, p. 20.

⁸ *Loc. cit.*

⁹ *Loc. cit.*

¹⁰ Angus CAMPBELL et al. cités dans Camille GOIRAND. « Chapitre 1 – Pratiques partisans et loi électorale au Brésil », dans DANÈBE, Olivier (dir). *Amérique latine: les élections contre la démocratie?*, Presses de Sciences Po « Académique », Paris 2008, p. 41.

notamment pendant qu'ils occupent des postes-clés au sein des gouvernements brésiliens de 1990 à 2002¹⁷.

Facteur 1: la droite politique et la dictature militaire

Le rapport des partis conservateurs contemporains avec la dictature militaire (mars 1964-mars 1985) est généralement caractérisé par le silence. Selon Wainberg, ce silence commence à être rompu dans la société brésilienne: l'examen de 347 publications produites entre 1964 et 2009 sur les événements traumatiques de la dictature démontre qu'il y a une hausse de publication, notamment à partir de 2000¹⁸. Pour sa part, Reis confirme qu'« il est impossible d'affirmer que le silence fut total, unanime¹⁹ ». Reis souligne pourtant que « la grande majorité préféra ne pas parler²⁰ », notamment de la torture, comme étant une véritable politique d'État²¹. Selon Reis, il y a plutôt eu des tentatives de relativisation, voulant que la torture n'était que « l'œuvre d'une demi-douzaine de brutes²² ».

Un des exemples que Reis apporte parmi d'autres est un débat public de mars 2011 sur la loi d'amnistie, qui date d'août 1979. Dans ce débat, même les politiciens du Parti de la social-démocratie brésilienne et du Parti vert, Arthur Virgílio et Alfredo Sirkis, la défendent. Selon Reis, pour eux aussi, « l'oubli et le silence restent la meilleure solution²³ ». On peut en conclure que le silence sur le régime militaire brésilien n'est pas uniquement un problème des partis conservateurs. Toutefois, selon Mires, les dictatures sanglantes en Amérique latine sont d'abord et avant tout associées aux partis de droite²⁴. Mires soutient que leur « fusion avec les dictatures entraîna à maintes reprises un processus d'autoliquidation politique dont elles ont beaucoup de mal à se relever²⁵ ». Pour vérifier si tel est le cas au Brésil lors de la présidentielle de 2010, la mise sur pied de la Commission nationale de la vérité (CNV) s'offre comme cas d'analyse, étant donné qu'il

s'agit d'un enjeu de la campagne électorale de cette année-là.

L'enjeu de la Commission nationale de la vérité (CNV)

Lors de son congrès national le 19 février 2010, le PT décide d'intégrer le 3^e Plan national des droits de l'Homme (PNDH-3) à sa plate-forme électorale pour l'élection présidentielle. Ce plan est mis en vigueur par le décret 7037 que Lula da Silva signe le 21 décembre 2009. Le plan propose notamment la création d'une Commission de la vérité pour élucider les crimes commis entre 1964 et 1985 pendant la dictature militaire²⁶.

Or, les Forces armées brésiliennes forcent da Silva à modifier le plan en décembre 2009 et à signer un nouveau décret le 13 janvier 2010: l'expression « répression politique » est remplacée par « conflit politique », pour que non seulement les crimes des militaires soient examinés, mais aussi les actions de l'opposition militante. En outre, la période d'enquête change pour 1946 à 1988 afin que la période du régime militaire soit moins directement ciblée²⁷.

Selon Beth Costa, secrétaire général de la Fédération internationale des journalistes (FIJ), les Forces armées brésiliennes exercent une telle résistance contre le gouvernement notamment « à travers les sièges des partis conservateurs au parlement²⁸ », ces partis étant des anciens soutiens du régime militaire. Effectivement, quand le PNDH-3 est débattu à la Chambre des députés en septembre 2011 avant de devenir loi, le député des Démocrates Arolde de Oliveira avance que « nous sommes en train de déranger une plaie cicatrisée qui peut de nouveau causer de sérieux problèmes²⁹ ».

¹⁷ *Loc. cit.*

¹⁸ Jacques A. WAINBERG. « Mémoire traumatique et expérience brésilienne », *Sociétés*, vol. 114, no 4, janvier 2012, p. 179.

¹⁹ Daniel Aarão REIS. « Dictature, amnistie et réconciliation: les Années sombres au Brésil », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, vol. 103, no 3, 2011, p. 13.

²⁰ *Loc. cit.*

²¹ *Ibid.* p. 17.

²² *Loc. cit.*

²³ *Ibid.* p. 15.

²⁴ Fernando MIRES. *Op. cit.* p. 20.

²⁵ *Ibid.* p. 21.

²⁶ Andreas BEHN. *Menschenrechte vielleicht später: Menschenrechtsplan entzweit die brasilianische Gesellschaft*, Lateinamerika-Nachrichten, mars 2010, <http://www.lateinamerikanachrichten.de/index.php?artikel/3799.html>, (page consultée le 1^{er} avril 2014).

²⁷ *Loc. cit.*

²⁸ Clarinha GLOCK. *Exorcising the Ghosts of Brazil's Dictatorship*, Inter Press Service News Agency, le 31 janvier 2013, <http://www.ipsnews.net/2013/01/exorcising-the-ghosts-of-brazils-dictatorship/>, (page consultée le 1^{er} avril 2014).

²⁹ Emma WOHL. *Inconvenient Truths: The struggle for justice and memory in Brazil's Truth Commission*, The College Hill Independent, non-daté, <http://www.theindy.org/a/117>, (page consultée le 1^{er} avril 2014).

Le Congrès national du Brésil adopte la loi créant la CNV en novembre 2011 et la Commission commence son mandat de deux ans le 16 mai 2012³⁰. Pourtant, selon Emma Wohl, diplômée en histoire de l'Université Brown, l'avis de de Oliveira n'est pas une opinion isolée de la droite politique, mais « un sentiment répandu dans de larges couches de la société brésilienne³¹ ».

De même, selon Edson Teles, philosophe à l'Université de São Paulo, « beaucoup de Brésiliens croyaient que les socialistes et communistes appartenaient à des idéologies hostiles, ce qui, par conséquent, excluait ces 'subversifs' des droits de l'Homme³² ». Cette attitude était la base pour une collaboration civilo-sociétale d'envergure avec le régime militaire que la société brésilienne veut faire oublier de nos jours par le silence³³. D'ailleurs, c'est entre autres cette collaboration qui a permis à la dictature militaire brésilienne d'être parmi les plus longues en Amérique latine (21 ans)³⁴. Compte tenu de ces constats, on ne peut donc dire que le silence des partis conservateurs sur la dictature militaire et leurs efforts pour contrecarrer l'élucidation des crimes est la seule raison pour laquelle l'électorat ne vote pas pour la droite politique lors d'élections présidentielles.

Facteur 2 : la faible identification partisane

Une autre raison est sans aucun doute la faible identification partisane. En 2002, par exemple, le Parti du front libéral ne recueillait que 2,2 % d'identification de la part des électeurs³⁵. Selon Vidal, des partis comme le Parti du front libéral et son successeur fondé en 2007, les Démocrates, « contrôlent toujours de nombreuses positions de pouvoir à l'échelon régional et municipal³⁶ », mais l'incapacité d'aller au-delà s'explique par le fait que « les partis traditionnels n'arrivent pas à changer leurs

pratiques politiques³⁷ », pour citer Couffignal. Selon Gallegos, une de ces pratiques est de toujours préférer des dirigeants issus de l'élite blanche et aisée. Par contre, l'électorat demande de plus en plus des dirigeants « provenant des secteurs sociaux défavorisés et marqués par leur extraction de classe et/ ou par leur ethnie et leur couleur de peau³⁸ ». Selon Brisset-Foucault et al., Lula da Silva, ce « petit prolétaire immigré nordestin³⁹ », répondait parfaitement à cette demande parce que son gouvernement mettait en place « des politiques de discrimination positive en faveur des Noirs, des Indiens et des populations défavorisées en général⁴⁰ ».

L'incapacité du PP de répondre aux demandes de l'électorat s'illustre par le fait qu'il ne présente aucun candidat à la présidence⁴¹, tout comme les Démocrates. Par contre, il faut préciser que Serra nomme Indio da Costa comme candidat à la vice-présidence le 30 juin 2010⁴². A ce moment-là, da Costa est député des Démocrates à la Chambre des députés. Bien que les Démocrates arrivent à fournir un candidat à la vice-présidence, il reste que le PP et les Démocrates ne parviennent pas à mettre en place un candidat à la présidence. Pour les deux partis, on peut expliquer le manque de candidats à la présidence par une absence d'identification des électeurs avec les candidats. Cette identification existe certes au niveau municipal: à São Paulo par exemple, Maluf n'est pas mis au ban « ni de la société ni de la politique⁴³ », malgré les scandales qui l'entourent. Il conserve plutôt « un soutien fort et une influence suffisante pour être considéré comme un faiseur de roi dans la ville⁴⁴ ». Sur l'ensemble du pays par contre, il est improbable que l'électorat développe un « attachement

³⁷ Georges COUFFIGNAL. « Crise, transformation et restructuration des systèmes de partis », *Pouvoirs*, vol. 98, no 3, août 2001, p. 106.

³⁸ Franklin Ramirez GALLEGOS. « Beaucoup plus que deux gauches », *Mouvements*, vol. 47-48, no 5, octobre 2006, p. 17.

³⁹ Florence BRISSET-FOUCAULT et al. « Amérique latine: les racines du tournant à gauche », *Mouvements*, vol. 47-48, no 5, octobre 2006, p. 7.

⁴⁰ *Loc. cit.*

⁴¹ Gabriel MESTIERI. *PP formaliza apoio a Dilma no 2º turno: Partido apresentou quatro reivindicações aceitas pela persista*, R7.com, le 14 octobre 2010, <http://noticias.r7.com/eleicoes-2010/noticias/pp-formaliza-apoio-a-dilma-no-2-turno-20101014.html>, (page consultée le 5 avril 2014).

⁴² Adriana VASCONCELOS. *Indio da Costa é escolhido para ser vice de Serra*, O Globo, le 30 juin 2010, <http://oglobo.globo.com/politica/indio-da-costa-escolhido-para-ser-vice-de-serra-2985712>, (page consultée le 5 avril 2014).

⁴³ Wolfgang KUNATH. *Korruption in Brasilien: Kläglicher Protest*, Frankfurter Rundschau, le 9 septembre 2011, <http://www.fr-online.de/wirtschaft/korruption-in-brasilien-klaglicher-protest,1472780,10818270.html>, (page consultée le 5 avril 2014).

⁴⁴ Helen PIDD et Jonathan WATTS. *Op. cit.*

³⁰ BBC. *Brazil truth commission begins rights abuse inquiries*, le 16 mai 2012, <http://www.bbc.com/news/world-latin-america-18087390>, (page consultée le 1^{er} avril 2014).

³¹ Emma WOHL. *Op. cit.*

³² Nina SCHNEIDER. *Brasilien beschweigt die Militärdiktatur: Wird die Wahrheitskommission zum Wendepunkt?*, GlobKult-Magazin: Politik-Gesellschaft-Kultur-Geschichte, le 1^{er} février 2012, <http://www.globkult.de/politik/welt/698-brasilien-beschweigt-die-militaerdiktatur-wird-die-wahrheitskommission-zum-wendepunkt>, (page consultée le 1^{er} avril 2014).

³³ *Loc. cit.*

³⁴ *Loc. cit.*

³⁵ Camille GOIRAND. « Chapitre 1 – Pratiques partisanes et loi électorale au Brésil », *op. cit.* p. 43.

³⁶ Dominique VIDAL. « Le Brésil au sortir des années Lula », *Problèmes d'Amérique latine*, vol. 78, no 4, 2010, p. 8.

durable vis-à-vis⁴⁵ » du PP et son personnage central Maluf, considérant que celui-ci « a volé des millions de dollars des contribuables brésiliens⁴⁶ ».

Il en va de même avec les Démocrates: avec un fort soutien, surtout dans des villes de petite et de moyenne taille, ils sont bien représentés au niveau municipal dans le nord-est et le nord-ouest du Brésil, surtout en Amazonie⁴⁷. Par contre, l'électorat dans l'ensemble du Brésil perçoit les Démocrates comme un parti de « *pork-barrel politics*⁴⁸ et de rétrocommissions⁴⁹ », de sorte que l'identification partisane ne peut pas se développer.

Facteur 3: la popularité de Lula da Silva

En ce qui concerne le PT, l'identification partisane se développe d'autant plus à cause de la popularité de Lula da Silva. Celle-ci est un facteur affaiblissant les partis de droite dans le sens où « l'auto-identification gauche-droite de l'électorat ne constitue pas un critère essentiel du choix électoral⁵⁰ ». Selon Samuels, indépendamment du clivage gauche-droite, la raison de voter pour le PT est plutôt « l'opinion positive sur Lula⁵¹ ». De son côté, Anderson souligne aussi que Lula da Silva « a quitté la présidence du Brésil, avec 80 % de ses concitoyens approuvant son action⁵² ». Brisset-Foucault et al. rappellent toutefois qu'un tel succès « serait incompréhensible si on ne le rapportait pas aussi aux puissantes vagues de mobilisation sociale "par en bas"⁵³ ». Dans le même ordre d'idées, Goirand confirme que le PT est un des partis les plus « ancrés dans les mouvements sociaux⁵⁴ ». Goirand développe cet énoncé

avantage en écrivant que l'implantation électorale du PT s'explique principalement par ses « campagnes électorales "dans la rue"⁵⁵ ». Ces campagnes reposent sur « l'énergie et le volontarisme [des militants du PT] issus des mouvements sociaux populaires⁵⁶ » et sur « l'emploi d'un nombreux petit personnel, rémunéré pour agiter des drapeaux le long des rues passantes par exemple⁵⁷ ». Ces stratégies font que « le PT est devenu le parti qui suscite l'identification la plus forte et la plus stable au sein de l'électorat brésilien⁵⁸ », tout le contraire étant le cas pour les partis de droite.

Le leadership de Lula da Silva en 2010

Bien qu'il n'est pas candidat à la présidence en 2010, Lula da Silva est « la vedette absolue de la campagne électorale⁵⁹ »: selon un sondage de l'IBOPE fait au moment de la campagne, « 78 % des Brésiliens jugent son action "bonne ou excellente"⁶⁰ ». Cette popularité s'explique, d'une part, par le bilan positif de ses deux mandats: 20 millions de Brésiliens sortent alors de la pauvreté, la classe moyenne passe de 37 à 51 %, la malnutrition recule de 46 % et le taux de croissance est en moyenne à 6 %⁶¹. De l'autre, Lula da Silva est populaire en raison de son charisme. Pendant la campagne électorale de 2010, Rousseff, par contre, est encore perçue comme « une économiste technocrate⁶² », étant « inconnue du grand public, n'ayant jamais brigué aucun mandat, et ne contrôlant aucune aile du PT, auquel elle a adhéré tardivement, en 2000. [...] C'est de surcroît une femme, dépourvue de tout charisme⁶³ ».

En conséquence, Rousseff fut pendant longtemps derrière Serra dans les sondages (23 % contre 37 % en

⁴⁵ Angus CAMPBELL et al. cités dans Camille GOIRAND. « Chapitre 1 – Pratiques partisans et loi électorale au Brésil », *op. cit.* p. 41.

⁴⁶ Helen PIDD et Jonathan WATTS. *Op. cit.*

⁴⁷ ENCYCLOPEDIA BRITANNICA ONLINE. *Liberal Front Party (PFL)*, 2014, <http://www.britannica.com/EBchecked/topic/1080506/Liberal-Front-Party-PFL>, (page consultée le 1^{er} avril 2014).

⁴⁸ Souvent traduit par « politique de clocher » en français. Ce terme désigne des décisions politiques qui favorisent une seule région ou un comté en particulier sans tenir compte des conséquences pour les autres parties du pays.

⁴⁹ THE ECONOMIST. *Liberalism in Brazil: The almost-lost cause of freedom*, le 28 janvier 2010, <http://www.economist.com/node/15393723>, (page consultée le 1^{er} avril 2014).

⁵⁰ Camille GOIRAND. « Chapitre 1 – Pratiques partisans et loi électorale au Brésil », *op. cit.* p. 67 s.

⁵¹ David SAMUELS cité dans Camille GOIRAND. *Ibid.* p. 68.

⁵² Perry ANSERSON. « Le Brésil de Lula », *Le Débat*, vol. 167, no 5, novembre 2011, p. 23.

⁵³ Florence BRISSET-FOUCAULT et al. *Op. cit.* p. 9.

⁵⁴ Camille GOIRAND. « Les gauches en Amérique latine: avant-propos », *Revue internationale de politique comparée*, vol. 12, no 3, août 2005, p. 278.

⁵⁵ Camille GOIRAND. « Chapitre 1 – Pratiques partisans et loi électorale au Brésil », *op. cit.* p. 43.

⁵⁶ *Loc. cit.*

⁵⁷ *Loc. cit.*

⁵⁸ *Ibid.* p. 41.

⁵⁹ Gottfried STEIN. *Präsidentenschaftswahl in Brasilien: Gute Chancen für Lulas Mädchen*, Tagesschau.de, le 3 octobre 2010, <http://archive.is/8hjUe>, (page consultée le 1^{er} avril 2014).

⁶⁰ Lamia OUALALOU. *Dilma Rousseff surfe sur la popularité de Lula*, Le Figaro, le 20 août 2010, <http://www.lefigaro.fr/international/2010/08/19/01003-20100819ARTFIG00530-dilma-rousseff-surfe-sur-la-popularite-de-lula.php?print=true>, (page consultée le 1^{er} avril 2014).

⁶¹ Frédérique MISSLIN. *Op. cit.*

⁶² Helmut REUTER. *Brasilianer lieben « Lulas Mädchen »*, Kleine Zeitung, le 27 décembre 2011, <http://www.kleinezeitung.at/nachrichten/politik/2909402/brasilianer-lieben-lulas-maedchen.story>, (page consultée le 1^{er} avril 2014).

⁶³ Lamia OUALALOU. *Op. cit.*

décembre 2009 et 28 % contre 32 % en mars 2010)⁶⁴. Ce n'est qu'à partir d'août 2010, quand Lula da Silva intervient dans les spots électoraux à la télévision⁶⁵, que la popularité de Rousseff monte, pour finir à 57 % en septembre 2010⁶⁶.

On voit donc qu'au Brésil, il y a une tendance à la personnalisation de la politique et à faire du charisme un « principe politique⁶⁷ ». Dit autrement, la popularité du leader, même de substitution, (Lula da Silva dans ce cas-ci) prime souvent sur l'idéologie partisane⁶⁸. Il est donc bien possible qu'un électeur conservateur votera pour un candidat de gauche, même si les convictions de cet électeur sont contraires à l'idéologie du parti du candidat.

Facteur 4: un contenu conservateur assumé par la gauche

L'hybridité du PT

En même temps, c'est aussi un changement idéologique de la part du PT qui rend celui-ci plus attirant pour les électeurs de droite, ce qui constitue un dernier facteur explicatif pour la faiblesse des partis conservateurs. Celui qui effectue le changement idéologique est Lula da Silva. Son ancien porte-parole, le politologue André Singer, parle du phénomène de « *lulisme* », « une nouvelle synthèse qui réunit des éléments conservateurs et non-conservateurs⁶⁹ ». Les éléments non-conservateurs se résument essentiellement dans un « progressisme social⁷⁰ » qui veut réduire la pauvreté.

Cependant, ce progressisme se fait « sans radicalisation, sans une confrontation frontale avec le

capital et donc sans remise en cause de l'ordre social existant⁷¹ ». En d'autres termes, le *lulisme* ne menace pas les intérêts de la classe commerçante⁷². Il les conforte plutôt. Par exemple, le *lulisme* cherche à ouvrir l'économie brésilienne au marché mondial à travers une coopération entre le ministère des Affaires étrangères et des entreprises brésiliennes étatiques et privées⁷³.

Grâce à ce « conservatisme macroéconomique⁷⁴ », le PT gagne même des états « historiquement aux mains d'oligarchies familiales⁷⁵ » conservatrices, notamment ceux du « Nordeste qui traditionnellement votent à droite et qui maintenant sont du côté du *lulisme*⁷⁶ ». Par le *lulisme*, le PT enlève donc des votes aux partis conservateurs et les affaiblit ainsi.

Le déplacement à droite du PSDB

Selon Claudio Couto, politologue de la Fondation Getúlio Vargas⁷⁷, le *lulisme* prend ses origines dans la course à la présidence de 2002. Dans le cadre de celle-ci, da Silva publie le 22 juin 2002 la « Carte au Peuple brésilien ». Dans cette carte, da Silva s'engage à continuer la politique économique du gouvernement de Fernando Henrique Cardoso (PSDB/ président de 1995 à 2003)⁷⁸. L'agenda économique de Cardoso consistait essentiellement à stabiliser la monnaie brésilienne et à encourager les investissements locaux et étrangers.

Toujours selon Couto, avec la publication de la Carte au Peuple brésilien, le PT opère un mouvement de la gauche vers le centre. Il prive ainsi « le PSDB de son espace politique⁷⁹ », c'est-à-dire que le PT pousse le PSDB hors du centre et vers la droite.

Ce glissement vers la droite se confirme aussi par le fait que Serra nomme da Costa, un député des Démocrates à ce temps-là, comme candidat à la vice-présidence pour

⁶⁴ Arthur ITUASSU. *Brazil after Lula: left vs left*, open Democracy: free thinking for the world, le 24 mars 2010, <http://www.opendemocracy.net/arthur-ituassu/brazil-after-lula-left-vs-left>, (page consultée le 1^{er} avril 2014).

⁶⁵ Wolfgang KUNATH. *Dilma Rousseff im Portrait: In Lulas großen Schuhen*, Frankfurter Rundschau, le 22 février 2010, http://www.fr-online.de/politik/dilma-rousseff-im-portraet-in-lulas-grossen-schuhen,1472596319_2902.html, (page consultée le 1^{er} avril 2014).

⁶⁶ LATINREPORTERS.COM. *Op. cit.*

⁶⁷ Arthur ITUASSU. *Op. cit.*

⁶⁸ KONRAD-ADENAUER-STIFTUNG. *Op. cit.*

⁶⁹ Luis BRASILIANO et André SINGER. *Vague conservatrice: les nouvelles formes du conservatisme brésilien*, Traduction par R. Guilloux, Le Monde diplomatique Brasil, le 4 avril 2014, http://www.autresbresils.net/entre_tiens/article/vague-conservatrice-les-nouvelles, (page consultée le 5 avril 2014).

⁷⁰ Laurent DELCOURT. *Le Brésil de Lula: une dynamique de contradictions*, Centre tricontinental, non-daté, <http://www.cetri.be/spip.php?article1568&lang=fr>, (page consultée le 1^{er} avril 2014).

⁷¹ Luis BRASILIANO et André SINGER. *Op. cit.*

⁷² Douglas ESTEVAM. *Du Parti des travailleurs au parti de Lula*, Le Monde diplomatique, juillet 2013, <http://www.monde-diplomatique.fr/2013/07/ESTEVAM/49302>, (page consultée le 1^{er} avril 2014).

⁷³ Thomas S. KNIRSCH. *Ein Jahr mit Dilma Rousseff*, Konrad-Adenauer-Stiftung, le 16 février 2012, <http://www.kas.de/brasilien/de/publications/30209/>, (page consultée le 1^{er} avril 2014).

⁷⁴ Laurent DELCOURT. *Op. cit.*

⁷⁵ *Loc. cit.*

⁷⁶ Luis BRASILIANO et André SINGER. *Op. cit.*

⁷⁷ Institution d'enseignement supérieur brésilienne.

⁷⁸ Matheus PICHONELLI. *Op. cit.*

⁷⁹ *Loc. cit.*

l'élection de 2010. En même temps, si le PSDB est le parti des « nouveaux conservateurs "rechapés"⁸⁰ », les anciens partis conservateurs (DEM et PP) ont encore plus de mal à garder leur électorat et sont donc encore affaiblis.

Conclusion

En conclusion, on peut rappeler que le virage à droite du PSDB au détriment des partis conservateurs traditionnels n'est pas la seule raison expliquant leur faiblesse. Tout d'abord, il faut constater que cette faiblesse se manifeste par le fait que le PP et les Démocrates ne présentent même pas leur propre candidat pour la présidentielle de 2010. Le manque de candidats peut s'expliquer, entre autres, par une absence d'identification partisane de la part de l'électorat avec les partis de droite. Ceux-ci sont certes établis dans certaines municipalités: Maluf est toujours une personne respectée à São Paulo et les Démocrates sont une force incontournable dans le nord-est et le nord-ouest du Brésil. Par contre, les Démocrates et le PP ne peuvent pas encore profiter d'une identification partisane sur l'ensemble du pays parce que l'électorat les associe toujours à la corruption du passé ou du présent.

Il en va tout autrement pour le PT. Celui-ci est bien vu par l'électorat, principalement à cause de la popularité de Lula da Silva. Cette popularité est si énorme qu'elle permet un rattrapage considérable à Rousseff durant la campagne de 2010. Cette popularité indique aussi que le charisme personnel peut l'emporter sur le contenu idéologique au Brésil. Concernant l'idéologie et les contenus, on voit que le PT est plus prêt à élucider les crimes de la dictature militaire que les partis conservateurs. Leur opposition, ou au moins leur passivité, dans ce dossier est par ailleurs aussi répandue dans la société brésilienne. Le silence sur la dictature militaire ne peut donc pas forcément être avancé comme raison pour la faiblesse de la droite. Cela étant, les raisons d'une absence d'identification partisane et de la popularité de Lula da Silva s'avèrent démontrées.

A ces deux raisons valables s'ajoute une troisième, soit que les partis conservateurs sont affaiblis par des mutations idéologiques vers la droite de la part des deux principaux partis de gauche. On pourrait donc s'interroger sur les limites de la typologie gauche-droite au Brésil, étant donné que les cadres idéologiques n'y sont pas très rigides, notamment avec le « *lulisme* ».

Références bibliographiques

AFFAIRES ETRANGERES, COMMERCE ET DÉVELOPPEMENT CANADA. Centre d'apprentissage interculturel: Faits sur le Brésil, le 19 décembre 2011, <http://www.international.gc.ca/cfsi-icse/cilcai/magazine/v05n03/3-1-fra.asp>, (page consultée le 5 avril 2014).

ANDERSON, Perry. « Le Brésil de Lula », *Le Débat*, vol. 167, no 5, novembre 2011, pp. 22-40.

BBC. Brazil candidates begin daily election broadcasts, le 18 août 2010, <http://www.bbc.co.uk/news/world-latin-america-11008240?print=true>, (page consultée le 30 mars 2014).

BBC. Brazil truth commission begins rights abuse inquiries, le 16 mai 2012, <http://www.bbc.com/news/world-latin-america-18087390?print=true>, (page consultée le 1er avril 2014).

BBC. Historic US vote draws millions, le 4 novembre 2008, http://news.bbc.co.uk/2/hi/americas/us_elections_2008/7707581.stm, (page consultée le 30 mars 2014).

BEHN, Andreas. Menschenrechte vielleicht später: Menschenrechtsplan entzweit die brasilianische Gesellschaft, *Lateinamerika-Nachrichten*, mars 2010, <http://www.lateinamerikanachrichten.de/index.php?artikel/3799.html>, (page consultée le 1er avril 2014).

BOADLE, Anthony. Brazil's president holds wide lead ahead of re-election bid -poll, *Reuters*, le 20 mars 2014, <http://www.reuters.com/article/2014/03/20/us-brazil-politics-rousseff-poll-idUSBREA2J2F520140320>, (page consultée le 28 mars 2014).

BRASILIANO, Luis et André SINGER. Vague conservatrice: les nouvelles formes du conservatisme brésilien, Traduction par R. Guilloux, *Le Monde diplomatique Brasil*, le 4 avril 2014, <http://www.autresbresils.net/entre-tiens/article/vague-conservatrice-les-nouvelles>, (page consultée le 5 avril 2014).

BRISSET-FOUCAULT, Florence et al. « Amérique latine: les racines du tournant à gauche », *Mouvements*, vol. 47-48, no. 5, octobre 2006, pp 5-12.

COUFFIGNAL, Georges. « Crise, transformation et restructuration des systèmes de partis », *Pouvoirs*, vol. 98, no 3, août 2001, pp. 103-115.

⁸⁰ *Loc. cit.*

DELCOURT, Laurent. Le Brésil de Lula: une dynamique de contradictions, Centre tricontinental, non-daté, <http://www.cetri.be/spip.php?article1568&lang=fr>, (page consultée le 1er avril 2014).

ENCYCLOPAEDIA BRITANNICA ONLINE. Liberal Front Party (PFL), 2014, <http://www.britannica.com/EBchecked/topic/1080506/Liberal-Front-Party-PFL>, (page consultée le 1er avril 2014).

ESTEVAM, Douglas. Du Parti des travailleurs au parti de Lula, Le Monde diplomatique, juillet 2013, <http://www.monde-diplomatique.fr/2013/07/ESTEVAM/49302>, (page consultée le 1er avril 2014).

FRANCE-ELECTIONS. Mode de scrutin de l'élection présidentielle 2014, <http://www.france-elections.org/modes-de-scrutin/presidentielle.html>, (page consultée le 29 mars 2014).

GALLEGOS, Franklin Ramirez. « Beaucoup plus que deux gauches », Mouvements, vol. 47- 48, no 5, octobre 2006, pp. 13-24.

GLOCK, Clarinha. Exorcising the Ghosts of Brazil's Dictatorship, Inter Press Service News Agency, le 31 janvier 2013, <http://www.ipsnews.net/2013/01/exorcising-the-ghosts-of-brazils-dictatorship/>, (page consultée le 1er avril 2014).

GOIRAND, Camille. « Chapitre 1 – Pratiques partisans et loi électorale au Brésil », dans DABÈNE, Olivier (dir). Amérique latine: les élections contre la démocratie?, Presses de Sciences Po « Académique », Paris 2008, pp 41-77.

GOIRAND, Camille. « Les gauches en Amérique latine: avant-propos », Revue internationale de politique comparée, vol. 12, no 3, août 2005, pp. 267-282.

INSTITUT D'ETUDES POLITIQUES DE GRENOBLE. Fiche Parti Politique: Democratas: A Força das Novas Idéias, novembre 2008, http://www.sciencespo.fr/opalc/sites/sciencespo.fr/opalc/files/Fiche_DEM.pdf, (page consultée le 1er avril 2014).

ITUASSU, Arthur. Brazil after Lula: left vs left, open Democracy: free thinking for the world, le 24 mars 2010, <http://www.opendemocracy.net/arthur-ituassu/brazil-after-lula-left-vs-left>, (page consultée le 1er avril 2014).

KNIRSCH, Thomas S. Ein Jahr mit Dilma Rousseff, Konrad-Adenauer-Stiftung, le 16 février 2012, <http://www.kas.de/brasilien/de/publications/30209/>, (page consultée le 1er avril 2014).

KONRAD-ADENAUER-STIFTUNG. Parteienkatalog Brasilien 2012: Überblick über das brasilianische Wahl- und Parteiensystem im Jahr der Kommunalwahlen, 2012, http://www.kas.de/wf/doc/kas_31631-1522-1-30.pdf?120905171104, (page consultée le 1er avril 2014).

KUNATH, Wolfgang. Dilma Rousseff im Portrait: In Lulas großen Schuhen, Frankfurter Rundschau, le 22 février 2010, <http://www.fr-online.de/politik/dilma-rousseff-im-portraet-in-lulas-grossen-schuhen,1472596,3192902.html>, (page consultée le 1er avril 2014).

KUNATH, Wolfgang. Korruption in Brasilien: Kläglicher Protest, Frankfurter Rundschau, le 9 septembre 2011, <http://www.fr-online.de/wirtschaft/korruption-in-brasilien-klaeglicher-protest,1472780,10818270.html>, (page consultée le 5 avril 2014).

LANG, Dietmar. Brasilien-Wahlen 2010: Offizielles vorläufiges Wahlergebnis verkündet, Brasilien-Magazin, le 5 octobre 2010, <http://brasilienmagazin.net/politik-wirtschaft/13979/brasilien-wahlen-2010-offizielles-vorlaeufiges-wahlergebnis-verkuendet/>, (page consultée le 30 mars 2014).

LATINREPORTERS.COM. Brésil-présidentielle: second tour Dilma Rousseff / José Serra le 31 octobre, le 4 octobre 2010, <http://www.latinreporters.com/bresilpol04102010.at.html>, (page consultée le 1er avril 2014).

MIRES, Fernando. « L'Amérique latine en tendances », Outre-Terre, vol. 18, no 1, 2007, pp. 19-28.

MISSLIN, Frédérique. Brésil: les écologistes, arbitres du second tour de la présidentielle, Radio France Internationale, le 4 avril 2014, <http://www.rfi.fr/ameriques/20101004-bresil-ecologistes-arbitres-second-tour-presidentielle/>, (page consultée le 1er avril 2014).

MESTIERI, Gabriel. PP formaliza apoio a Dilma no 2º turno: Partido apresentou quatro reivindicações aceitas pela petista, R7.com, le 14 octobre 2010, <http://noticias.r7.com/eleicoes-2010/noticias/pp-formaliza-apoio-a-dilma-no-2-turno-20101014.html>, (page consultée le 5 avril 2014).

OUALALOU, Lamia. Dilma Rousseff surfe sur la popularité de Lula, *Le Figaro*, le 20 août 2010, <http://www.lefigaro.fr/international/2010/08/19/01003-20100819ARTFIG00530-dilma-rousseff-surfe-sur-la-popularite-de-lula.php?print=true>, (page consultée le 1er avril 2014).

PARENTEAU, Danic et Ian. *Les idéologies politiques: le clivage gauche-droite*, Québec, Presses de l'Université du Québec 2009, 194 p.

PERSPECTIVE MONDE. Evolution politique Brésil: Elections pour le chef d'Etat, 2014, <http://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMElection?codePays=BRA&dateElection=BRA2006101&codeInstitution=3>, (page consultée le 30 mars 2014).

PERSPECTIVE MONDE. Evolution politique Brésil: Elections pour le chef d'Etat, 2014, <http://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMElection?codePays=BRA&dateElection=BRA2010103&codeInstitution=3>, (page consultée le 30 mars 2014).

PERSPECTIVE MONDE. Exécutif: Élection du 5 octobre 2014, 2014, <http://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMElection?codePays=BRA&dateElection=BRA2014105&codeInstitution=3>, (page consultée le 4 novembre 2014).

PERSPECTIVE MONDE. EXÉCUTIF - Mandat - Chef de l'État -Brésil, 2014, <http://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMGvt?codePays=BRA>, (page consultée le 30 mars 2014).

PICHONELLI, Matheus. Droite, le Retour, Traduction par R. Guilloux, *Carta Capital*, le 4 avril 2014, <http://www.autresbresils.net/articles/article/droite-le-retour>, (page consultée le 5 avril 2014).

PIDD, Helen et Jonathan WATTS. Brazilian businessman hid taxpayers' millions in Jersey bank account: Former São Paulo mayor Paulo Maluf took bribes while commissioning public construction works, St Helier court rules, *The Guardian*, le 16 novembre 2012, <http://www.theguardian.com/world/2012/nov/16/brazil-mayor-millions-taxpayers-jersey>, (page consultée le 5 avril 2014).

REIS, Daniel Aarão. « Dictature, amnistie et réconciliation: les Années sombres au Brésil », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, vol. 103, no 3, 2011, pp. 12-18.

REUTER, Helmut. Brazilianer lieben « Lulas Mädchen », *Kleine Zeitung*, le 27 décembre 2011, <http://www.kleinezeitung.at/nachrichten/politik/2909402/brasilianer-lieben-lulas-maedchen.story>, (page consultée le 1er avril 2014).

SCHNEIDER, Nina. Brasilien beschweigt die Militärdiktatur: Wird die Wahrheitskommission zum Wendepunkt?, *GlobKult-Magazin: Politik-Gesellschaft-Kultur-Geschichte*, le 1er février 2012, <http://www.globkult.de/politik/welt/698-brasilien-beschweigt-die-militaerdiktatur-wird-die-wahrheitskommission-zum-wendepunkt>, (page consultée le 1er avril 2014).

SOTO, Alonso et Brian WINTER. Leftist Rousseff narrowly wins second term in Brazil, *Reuters*, le 26 octobre 2014, <http://www.reuters.com/article/2014/10/26/us-brazil-election-idUSKCN0IE03L20141026>, (page consultée le 4 novembre 2014).

SPECK, Bruno Wilhelm. « Campaign finance in Brazil – does transparency suffice? », *International Foundation for Electoral Systems Nigeria: Political Finance Newsletter*, vol. 2, no 6, juin 2011, pp 2-5.

STEIN, Gottfried. Präsidentschaftswahl in Brasilien: Gute Chancen für Lulas Mädchen, *Tagesschau.de*, le 3 octobre 2010, <http://archive.is/8hjUe>, (page consultée le 1er avril 2014).

TANANIA, Robert. *Transition in Brasilien: Eine Analyse des politischen Systemwechsels*, Munich, Grin Verlag 2013, 228 p.

THE ECONOMIST. Brazil's presidential campaign: In Lula's footsteps, le 1^{er} juillet 2010, <http://www.economist.com/node/16486525>, (page consultée le 1er avril 2014).

THE ECONOMIST. Brazil's presidential elections: Dilma's day, le 1er novembre 2010, http://www.economist.com/blogs/dailychart/2010/11/brazils_presidential_elections, (page consultée le 1er avril 2014).

THE ECONOMIST. Liberalism in Brazil: The almost-lost cause of freedom, le 28 janvier 2010, <http://www.economist.com/node/15393723>, (page consultée le 1er avril 2014).

THOMPSON, Nick. International campaign finance: How do countries compare?, CNN, le 5 mars 2012, <http://www.cnn.com/2012/01/24/world/global-campaign-finance/>, (page consultée le 30 mars 2014).

VASCONCELOS, Adriana. Indio da Costa é escolhido para ser vice de Serra, O Globo, le 30 juin 2010, <http://oglobo.globo.com/politica/indio-da-costa-escolhido-para-ser-vice-de-serra-2985712>, (page consultée le 5 avril 2014).

VIDAL, Dominique. « Le Brésil au sortir des années Lula », Problèmes d'Amérique latine, vol. 78, no 4, 2010, pp. 5-12.

WAINBERG, Jacques A. « Mémoire traumatique et expérience brésilienne », Sociétés, vol. 114, no 4, janvier 2012, pp. 177-185.

WOHL, Emma. Inconvenient Truths: The struggle for justice and memory in Brazil's Truth Commission, The College Hill Independent, non-daté, <http://www.theindy.org/a/117>, (page consultée le 1er avril 2014).

Direction

Mathieu Arès, professeur
adjoint, Université de Sherbrooke

Hugo Loiseau, professeur
agrégé, Université de Sherbrooke

Abonnez-vous

[À la liste de diffusion](#) 

[Au fil RSS](#) 

Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation

Adresse civique :

UQAM, 400, rue Sainte-Catherine Est
Pavillon Hubert-Aquin, bureau A-1560
Montréal (Québec) H2L 2C5 CANADA

Adresse postale :

Université du Québec à Montréal
Case postale 8888, succ. Centre-Ville
Montréal (Québec) H3C 3P8 CANADA

Courriel : ceim@uqam.ca

Site web : www.ceim.uqam.ca

Observatoire des Amériques

Téléphone : 514 987-3000, poste 3910

Télécopieur : 514 987-0397

Courriel : oda@uqam.ca

Site web : www.ameriques.uqam.ca



Rédaction

Philip Aaron Bowes, chercheur en formation et finissant au baccalauréat en Etudes politiques appliquées à l'Université de Sherbrooke. Il étudiera à la maîtrise en Etudes du renseignement et de la stratégie à Aberystwyth University (Royaume-Uni) à partir de septembre 2015. Ses intérêts de recherche sont, entre autres, les partis politiques et les conservatismes en Amérique latine, la paradiplomatie du Québec ainsi que le rôle des services de renseignement et des sociétés militaires privées en relations internationales.
philip.aaron.bowes@usherbrooke.ca

Les opinions exprimées et les arguments avancés dans cette publication demeurent l'entière responsabilité de l'auteur-e et ne reflètent pas nécessairement ceux de l'Observatoire des Amériques ou du Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation (CEIM).